



REVUE DE PRESSE DU 15/11/2016

- 1- Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Hyundai Algérie signeront, la semaine prochaine, une convention de financement bancaire accordée aux particuliers pour l'acquisition des véhicules produit localement par Hyundai Algérie, indique cette banque publique dans un communiqué à l'APS.

- 2- Le FMI ne voit pas d'autres réformes autres que celles que l'Algérie a prises pour faire face au choc pétrolier. En visite hier à Alger, le chef de la mission du FMI pour l'Algérie, M. Jean-François Dauphin, a exprimé le soutien du FMI au processus des réformes menées par le gouvernement. «Les réformes engagées par le gouvernement algérien sont nécessaires pour aboutir à une économie diversifiée», a-t-il estimé lors de l'audience que lui a accordée Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines.

- 3- Devant les députés, le grand argentier du pays a défendu le projet de loi de finances 2017 en assurant que son objectif est de préserver les grands équilibres financiers de l'Etat. Les uns applaudissaient, les autres avertissaient. Les interventions sur le projet de loi de finances 2017 ont été marquées par des débats contradictoires. Les députés étaient partagés dans leurs appréciations sur les dispositions contenues dans ce projet de loi.

- 4- Les chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes indiquent que la facture d'importation du lait a reculé à 618,88 millions de dollars (usd) durant les neuf premiers mois de 2016, contre 880,88 millions usd à la même période de 2015, soit une baisse de 29,74%, a appris l'APS.

- 5- Les pouvoirs publics ont décidé de geler la réalisation de 189 marchés couverts et d'annuler 12 autres à travers le territoire national en raison des restrictions budgétaires dues à la chute des prix du pétrole, a appris l'APS auprès de responsables du ministère du Commerce.



- 6- En attendant la promulgation du "Code de fiscalité locale" qui sera prêt au plus tard dans 3 mois, les collectivités locales doivent chercher les ressources nécessaires aux financements du développement. "Il ne s'agit pas de démultiplier ou de rajouter d'autres taxes mais de récolter notre dû", a précisé le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, lors de son passage hier dans l'émission Invité de la rédaction de la radio Chaîne 3.

- 7- Le secteur agricole a attribué une superficie de plus de 600.000 hectares pour la réalisation de projets structurants d'un montant de 600 milliards de dinars, a indiqué le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum. "Les résultats enregistrés jusque-là confortent la pertinence de notre démarche affichant une attribution totale de 638.000 ha dont 86% (552.000 ha) à près de 1.500 investisseurs porteurs de projets structurants et intégrés dans les filières stratégiques avec une valeur estimée à 600 milliards de DA", a affirmé M. Chelghoum.

- 8- Les cours du pétrole rebondissaient mardi en Asie, portés par des espoirs renouvelés quant à un accord sur une limitation de la production d'or noir à l'Opep. Vers 03h30 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en décembre, gagnait 82 cents à 44,15 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier, gagnait 74 cents à 45,17 dollars. Les cours avaient plongé en séance lundi, victimes de la force du dollar et des incertitudes sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

- 9- Dans le cadre des rencontres périodiques de dialogue et de concertation entre les responsables des deux pays, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, effectue aujourd'hui et demain une visite officielle en Arabie Saoudite, a indiqué lundi les services du Premier ministre dans un communiqué.



A lire :

"Le FMI salue les efforts de l'Algérie"

SON CHEF DE MISSION L'A AFFIRME

Le FMI ne voit pas d'autres réformes autres que celles que l'Algérie a prises pour faire face au choc pétrolier.

En visite hier à Alger, le chef de la mission du FMI pour l'Algérie, M. Jean-François Dauphin, a exprimé le soutien du FMI au processus des réformes menées par le gouvernement.

«Les réformes engagées par le gouvernement algérien sont nécessaires pour aboutir à une économie diversifiée», a-t-il estimé lors de l'audience que lui a accordée Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines.

«Les progrès réalisés en matière d'amélioration du climat des affaires, rapportés par le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced)», ont été également salués par le représentant du FMI.

Pour l'hôte d'Alger, le FMI ne voit pas d'autres réformes que celles que l'Algérie a initiées pour faire face au choc pétrolier.

«Le choc pétrolier ne peut être amorti que de deux façons, est c'est ce que l'Algérie a fait». Ces deux façons sont «de mener en premier lieu un assainissement des dépenses publiques. Car le contre-choc pétrolier pèse sur la capacité de l'Etat à continuer à financer au même niveau qu'auparavant». En outre, «la prise des réformes de grande ampleur pour aider à réformer le modèle économique afin que la croissance soit davantage initiée par le secteur privé et soit moins dépendante des hydrocarbures et, donc, plus diversifiée», a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Bouchouareb a présenté à la délégation du FMI les réformes engagées par le gouvernement en matière de relance de l'économie nationale par la promotion de la production nationale et l'amélioration du climat des affaires. Le ministre a également rappelé, au passage, les différentes lois adoptées (Code des investissements) et celles en cours de finalisation qui s'inscrivent dans une approche globale visant une diversification de l'économie et son indépendance vis-à-vis des hydrocarbures, notamment par le ciblage de certaines filières, permettant de réduire les importations et de dégager des excédents à exporter.

Le ministre a aussi fait référence au dernier classement-pays élaboré par la Banque mondiale sur le climat des affaires et dans lequel l'Algérie a amélioré son score en gagnant sept places pour se hisser au 156e rang après avoir occupé le 163e rang l'année dernière.

La délégation du FMI devra rencontrer durant son séjour qui s'inscrit, faut-il le mentionner, dans le cadre de l'évaluation économique qu'effectue cette institution internationale annuellement pour les pays membres, plusieurs autres ministres ainsi que de hauts responsables d'institutions financières: Banque d'Algérie et Trésor public.»

-FIN-